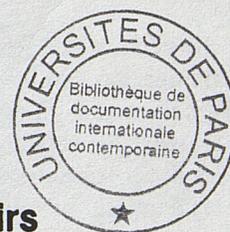


bulletin hebdo



Accords FSLN-UNO sur la passation des pouvoirs

Repris de *Barricada*

Managua, 29 mars (ANN). Les équipes chargées par Daniel Ortega et Violeta Chamorro des négociations concernant la passation des pouvoirs ont rendu public mardi soir le résultat de leurs discussions, engagées le jour même des résultats électoraux. Nous vous proposons les points principaux de cet accord, qui règle formellement certaines des questions brûlantes posées par ce changement de pouvoir, telles que l'avenir de l'armée et des propriétés confisquées aux somozistes et distribuées au peuple, les libertés syndicales, la garantie de l'emploi.

CONSIDERATIONS GENERALES

1/Les deux équipes s'accordent à estimer que les élections réalisées le 25 février 1990 de manière limpide et honnête doivent favoriser le renforcement du processus démocratique au Nicaragua et permettre d'atteindre une paix juste et définitive pour tous les Nicaraguayens, sans distinction politique.

2/De solides bases doivent être établies, procurant confiance et sécurité à tous les Nicaraguayens, pour la réconciliation, l'entente nationale et la stabilité de la nation.

3/Il est nécessaire d'unir les efforts pour consolider la paix et une stabilité durable, conditions indispensables à la reconstruction économique du pays.

4/Tous les efforts doivent être entrepris pour parvenir à une entente nationale qui tienne en compte les acquis et transformations réalisés jusque-là au bénéfice du peuple, sur la base du respect du droit, de la constitution et des lois.

ACCORDS DE BASE POUR LA PASSATION DES POUVOIRS

1/L'exécution des accords de Toncontín (voir bulletin précédent) pour la démobilisation des forces de la résistance avant le 25 avril constitue un élément essentiel pour parvenir au climat de paix, de stabilité et de tranquillité dans lequel doit se réaliser la passation des pouvoirs.

2/Les forces de défense et les forces de l'ordre sont soumises au pouvoir civil du président de la république, conformément à la constitution et à la loi. Leur dimension et leurs caractéristiques seront revues en

fonction de la capacité économique et des nécessités sociales du pays et conformément aux accords de Contadora et des présidents centraméricains. Les forces armées auront un caractère professionnel et n'appartiendront à aucun parti. Leurs membres actifs ne pourront avoir de postes de direction dans des partis politiques. La propagande politique au sein des forces armées

SOMMAIRE

Un entretien avec Alfredo César

Les rapaces sont de retour

Les Nicaraguayens vont se rhabiller

La Contra va-t-elle rendre les armes?

Quelle solidarité aujourd'hui ?

Tomas Borge pas mort mais malade d'amour

Breves



60P 11481

sera soumise à la loi électorale en vigueur. Le respect de l'intégrité et des normes de fonctionnement de l'EPS (*Armée populaire sandiniste, NDLT*) et des forces de l'ordre, de leurs grades, échelons et cadres, en accord avec la constitution et les lois, constituent une base fondamentale de la passation ordonnée du pouvoir.

3/L'intégrité et l'indépendance des pouvoirs de l'Etat doivent être renforcés, dans le cadre d'une correcte application de la constitution et de la loi, cela représentant une partie essentielle du processus de consolidation démocratique.

4/Il est nécessaire de procurer tranquillité et sécurité juridique aux familles qui ont bénéficié de propriétés urbaines et rurales en vertu des assignations décrétées par l'Etat avant le 25 février, en harmonie avec les droits légitimes et légaux des Nicaraguayens affectés dans leur propriété. En accord avec la loi, des formes de compensation seront appliquées à ceux qui seraient lésés.

5/La passation ordonnée du pouvoir exécutif doit se réaliser dans le cadre d'une sécurité et confiance mutuelles, sans esprit de revanche, de représailles et de vengeance, et dans le respect de l'intégrité physique et morale de tous. Les deux équipes appuient les initiatives des pouvoirs publics visant à créer un climat de réconciliation nationale et d'amnistie au bénéfice de la famille nicaraguayenne et estiment nécessaire d'assurer que les armes et le matériel de combat se trouve uniquement aux mains des institutions armées de la république.

Tous les groupements et organisations syndicales et communales qui existent jouiront des garanties prévues par la constitution et les lois. Les monuments dédiés aux héros et martyrs tombés dans la lutte contre le somozisme et pour la défense de la patrie seront respectés.

6/Le maintien à leurs postes de travail des fonctionnaires et employés du gouvernement est garanti, sur la base de leur efficacité, de leur honnêteté administrative et de leurs années de service.

7/Les efforts pour obtenir des financements internationaux doivent être redoublés durant cette étape de transition, au bénéfice de la stabilité et de la croissance de l'économie".

Cet accord qui permet d'espérer une paix durable, la stabilité et une reprise économique, dépasse le cadre de la simple passation des pouvoirs. De nombreux secteurs sociaux ont déjà souligné la maturité et l'esprit patriotique qu'il révèle et leur approbation vient enrichir et confirmer les conclusions d'une négociation dont le caractère durable l'emporte sur l'aspect transitoire.

Le premier fait remarquable est que l'effort conjoint des deux forces politiques pour redéfinir l'intérêt national s'est mené entre Nicaraguayens, sans aucun type d'ingérence extérieure. Bien que cela ne soit pas expliqué, les Etats-Unis sont mis dans l'obligation d'avoir désormais une politique constructive envers le Nicaragua; la force et le chantage doivent faire place à la reconnaissance de la souveraineté nationale et le président Bush doit garantir le respect de l'accord qui vient d'être passé.

Le second point significatif est la reconnaissance de ce qu'en dix ans la révolution a construit et qui a bénéficié à des centaines de milliers de familles. Cette reconnaissance représente une garantie de stabilité pour l'avenir et signifie que le nouveau gouvernement s'engage de fait à demeurer dans la voie du progrès. Cette position vient neutraliser les options minoritaires d'extrême-droite qui défendent le retour au passé, le "on efface tout et on recommence" qui aurait conduit irrémédiablement au chaos social.

Aucun progrès économique ne peut être envisagé sans des conditions normales de passation des pouvoirs donc sans l'arrêt de la guerre. Pour la première fois les appels à la démobilisation venant des deux camps politiques apparaissent sur un même document, ce qui engage les deux forces à un effort sans trêve jusqu'au désarmement inconditionnel de la Contra. Si celle-ci persistait à vouloir garder ses armes et poursuivre la guerre, le gouvernement pourrait compter sur l'appui de la nation tout entière avec à sa tête les forces de défense, jusqu'à l'élimination de ce facteur d'instabilité.

Le nouveau gouvernement a reconnu le caractère constitutionnel et professionnel des forces armées et des forces de l'ordre qui, durant huit années de guerre, ont défendu la souveraineté nationale et cette reconnaissance vient renforcer les garanties fondamentales de stabilité contenues dans l'accord. Il est connu de tous que l'armée populaire sandiniste (EPS) et la police sandiniste se sont formées à partir des colonnes de la guérilla qui ont vaincu la garde somoziste. Ces deux corps ont aujourd'hui atteint un haut niveau de professionnalisme. Leur subordination au pouvoir civil confère à celui-ci la responsabilité de préserver et perfectionner une police efficace et incorruptible et une armée moderne dont les armes n'ont jamais été utilisées pour réprimer le peuple. Dans les circonstances actuelles de consolidation du processus démocratique, le caractère non délibératif du rôle de l'armée s'impose comme une expression de sa maturité institutionnelle sans rien lui retirer de ses droits politiques garantis par la constitution.

Le modèle de démocratie participative et représentative, pluraliste et ouvert à l'alternance de pouvoir est sur une voie qui rend impossible un retour en arrière.

UN ENTRETIEN AVEC ALFREDO CESAR

par José Zalda, repris de *Pensamiento Propio* no 68

Managua, mars (ANN). Alfredo César, ancien membre de la direction politique de la Contra et probable président de l'Assemblée nationale, a la réputation d'être un négociateur habile et d'avoir de "bons contacts" dans les milieux politiques et financiers internationaux. Cet avocat de 39 ans, ancien directeur de la banque centrale, a répondu aux questions de J. Zalda, alors que les négociations entre le FSLN et l'UNO n'étaient pas encore terminées.

JZ: Que négocie l'équipe de transition?

AC: Un passage ordonné des pouvoirs le 25 avril, rien de plus. Ces conversations s'inscrivent dans le cadre de la constitution et des facultés qu'elle confère au président de la république. Le fait que le gouvernement ait choisi le général Humberto Ortega pour présider son équipe de transition confirme que, pour les Sandinistes, le problème le plus sensible est celui de l'armée. Nous pensons également que la question principale est le rôle des forces armées.

JZ: Le ministère de l'intérieur est un corps très politisé. Allez-vous le remodeler ou le supprimer?

AC: Nous n'avons rien défini de précis pour l'instant, nous n'avons même pas l'information nécessaire. Le premier travail de transition sera de savoir combien d'hommes il emploie, qui est dans la sûreté de l'Etat, de quelle façon il opère. Ensuite, nous demanderons une aide technique des Nations unies ou d'un autre organisme international pour évaluer la dimension que doivent avoir ces forces dans notre pays. Il faudra réduire considérablement les services de sûreté de l'Etat, de même que l'armée. Qui restera? Nous examinerons le dossier de chacun.

JZ: L'idéal serait que tout soit fait le 25 avril...

AC: Si nous n'avons pas démantelé ce corps, il faudrait au moins avoir décidé le type de réduction et de transformation, de façon à ne pas provoquer de traumatisme ou d'instabilité.

JZ: Etes-vous disposés à garder certains officiers?

AC: Il est nécessaire que demeurent en poste les professionnels de plus grande capacité. Le corps des officiers devra être réduit comme celui des soldats.

JZ: De quel pourcentage pensez-vous le réduire?

AC: Nous avons besoin d'une assistance technique pour

pouvoir établir nos vrais besoins. Le groupe de *Contadora* a déjà fait un travail, c'est le seul domaine dans lequel il a investi des efforts et une aide technique. Il me semble que nous devrions réduire l'armée de 220 000 effectifs.

JZ: En parlant des officiers, incluez-vous ceux de la Contra?

AC: Doña Violeta leur a lancé un appel pour qu'ils rendent les armes et reviennent pacifiquement; par la suite, n'importe lequel pourrait aspirer à faire carrière dans l'armée. La constitution établit qu'il n'y a qu'un seul corps armé et nous ne pouvons pas nous-mêmes violer la constitution parce que cela ouvrirait la porte à ce que d'autres la violent également.

JZ: Quels autres thèmes sont en discussion?

AC: Le transfert administratif de tous les organes de l'Etat et un certain nombre d'autres points à éclairer d'urgence avant le 25 avril, parce que c'est en avril que commence le cycle agricole et nous ne pouvons pas nous permettre de le manquer.

JZ: Comment comprenez-vous ce qu'a dit Daniel Ortega le 27 février?

AC: Ce sont les propos d'un chef de parti qui réaffirme à ses militants les idéaux pour lesquels ils ont lutté et qu'ils vont continuer à défendre, mais qui, de plus, affirme sa position de minorité. C'est légitime. A aucun moment je ne l'ai entendu dire qu'il allait utiliser la force; il a dit qu'il respecterait la constitution et utiliserait les mécanismes légaux pour faire pression en faveur de ses intérêts.

JZ: Comment expliquez-vous cette étonnante victoire de l'UNO ?

AC: Personnellement, elle ne m'a pas du tout surpris. J'étais convaincu que nous allions gagner, mais j'étais préoccupé du temps qu'allaient mettre les Sandinistes à accepter leur défaite. J'ai eu l'agréable surprise de voir qu'ils l'acceptaient rapidement. C'était un moment fort de notre histoire; depuis 1821, date de notre indépendance, jamais aucun parti n'a remis le pouvoir pacifiquement à l'opposition. Le candidat perdant a rapidement félicité Doña Violeta et je pense que c'était une décision mûre de très grande importance, qui ouvre non seulement la possibilité de pacifier totalement le pays mais aussi de parvenir à une stabilité démocratique, incluant l'accès réel au pouvoir de différents partis.

JZ: Vous n'aurez pas la majorité parlementaire nécessaire pour changer la constitution.

AC: Non; il faut avoir 60% et, comme il y a 92 députés, en comptant Daniel Ortega, cela représente 55 sièges. Nous en avons 52, de façon qu'il faudra convaincre trois personnes pour pouvoir changer la constitution... Les dé-

putés de Yatama sont nos alliés, mais de toute façon nous devrions convaincre un ou deux députés sandinistes (voir note).

JZ: Que voudriez-vous changer dans la constitution?

AC: Les aspects principaux concernent la séparation parti-Etat-armée, il faut modifier la rédaction de certains articles; de même, il faut changer le caractère de l'armée et son nom pour quelque chose qui ne soit pas d'un parti. Il faut équilibrer les pouvoirs de l'Etat.

JZ: Qui aspire à diriger les forces armées?

AC: Il y a des candidats. Pour faire un choix, les critères seront au nombre de deux: Ce sera un civil, et c'est Doña Violeta qui le choisira avec beaucoup de soin pour garantir qu'il mette en oeuvre les programmes.

JZ: Quelles modifications de la réforme agraire pourraient intervenir?

AC: Je ne vois pas dans ce thème un conflit philosophique en germe, car nous nous proposons de maintenir et d'approfondir ce qui a été fait. Nous donnerons au privé, individus ou coopératives, les terres qui appartiennent encore à l'Etat.

JZ: Et les terres confisquées aux propriétaires privés?

AC: Pour toutes les confiscations, sauf celles de la famille Somoza, nous allons créer un organisme auquel les personnes affectées pourront s'adresser pour demander une révision de leur cas. Si cet organisme estime que la confiscation a été injuste, la propriété sera rendue si elle appartient encore à l'Etat. Si ce n'est pas le cas, la terre restera au paysan, à qui on donnera un titre de propriété. On offrira à l'ancien propriétaire, en compensation, une autre propriété ou des bons de l'Etat. Cette procédure a reçu l'approbation unanime de l'UNO.

JZ: Quel est votre projet économique?

AC: La relance économique tourne autour de trois axes: D'abord, comme mesure d'urgence pour les cent premiers jours, il faudra abattre l'inflation par des réajustements fiscaux et monétaires, un changement de monnaie, un ensemble de mesures destinées à stimuler la production.

Le second axe est le secteur agro-pastoral: A partir du cycle agricole qui commence en avril et grâce à des programmes soutenus de développement agricole, nous allons créer les bases d'une récupération des indices économiques antérieurs à la révolution.

En troisième lieu, il s'agira de moderniser l'appareil économique: C'est une action à long terme, quand nous aurons derrière nous trois ou quatre ans de récupération

économique, conçue comme un projet réunissant l'appui de toutes les forces politiques du pays de façon à ce qu'elle puisse se poursuivre indépendamment du résultat des élections.

Pour les deux premières points, nous avons besoin d'une aide extérieure substantielle. Nous avons reçu de nombreuses propositions venant d'Europe, d'Asie, des Etats-Unis et même d'Union soviétique. Tout cela réuni et augmenté de l'aide d'organismes qui n'ont rien donné au Nicaragua depuis plusieurs années, nous pouvons arriver à 500 millions de dollars par an.

JZ: Allez-vous reconnaître toute la dette extérieure?

AC: Nous espérons que Monsieur Gorbatchev annulera notre dette, comme il l'a dit. Nous reconnaitrons la dette envers tous les pays et nous tâcherons d'obtenir un traitement préférentiel, l'annulation ou la réduction.

JZ: Y a-t-il assez de pétrole pour cette année?

AC: Je ne sais pas, nous allons demander au gouvernement. Nous espérons que l'Union soviétique maintiendra la même attitude qu'envers le gouvernement sandiniste, au moins pendant quelques années.

JZ: Allez-vous demander une coopération militaire?

AC: Non, nous ne souhaitons pas de coopération militaire, ni avec l'URSS ni avec les Etats-Unis.

JZ: Dans le domaine de la politique internationale, que va-t-il se passer avec Cuba?

AC: Nous souhaitons avoir des relations avec tout le monde et nous examinerons très soigneusement les cas de conflit potentiel, comme Cuba. Nous n'allons pas prendre de décisions à priori.

JZ: Au Nicaragua se trouvent des représentants de la guérilla salvadorienne, colombienne etc... Comment allez-vous traiter cette situation?

AC: Nous allons respecter et faire respecter la totalité des accords d'Esquipulas et les approfondir dans tous les domaines. Ces accords interdisent qu'un pays offre assistance à des forces irrégulières ou à des mouvements insurgés contre d'autres gouvernements. Il n'y aura pas de tolérance.

JZ: Et les internationalistes qui ne sont pas nécessairement liés à ces mouvements?

AC: Nous ne permettrons à aucun étranger de participer à la vie politique nationale. C'est une règle admise dans le monde entier. Si certains insistent pour s'immiscer dans la politique interne, nous n'aurons pas d'autre solution que de leur demander de se retirer.

JZ: Et la normalisation des relations avec les Etats-Unis?

AC: Je crois qu'elle interviendra rapidement; il faudra voir avec le gouvernement élu, celui des Etats-Unis et les Sandinistes aussi, de façon à avoir l'information nécessaire. En plus de la levée de l'embargo commercial, d'autres choses devront être faites. Je ne doute pas que pour le 25 avril, ou un peu après, les relations seront totalement normalisées.

JZ: Cela empêcherait que le président Bush assiste à l'investiture.

AC: Non, les relations sont détériorées mais non rompues.

JZ: Allez-vous l'inviter?

AC: Cette décision appartient à Doña Violeta; cependant, j'imagine qu'elle invitera non seulement le président Bush, mais aussi beaucoup d'autres personnes.

JZ: Fidel Castro?

AC: Non, Fidel Castro, c'est une autre affaire. Mais par contre Monsieur Gorbatchev. Doña Violeta lui a écrit il y a deux mois et a eu des conversations avec l'ambassadeur soviétique avant les élections. Je ne doute pas que Gorbatchev sera reçu à l'égal de Monsieur Bush.

NOTE: A. César commet une erreur, puisqu'il n'y a qu'un député de Yatama (celui de Puerto Cabezas) qui est déjà inclut dans les 52 députés de l'UNO, bien qu'il apparaisse dans les résultats officiels comme élu du PSC, avec qui Yatama avait passé alliance avant de rejoindre l'UNO en cours de campagne. Ce sont donc bien trois Sandinistes qui devront être "convaincus", ou bien deux Sandinistes et Moises Hassan (MUR).

LES RAPACES SONT DE RETOUR

par Ricardo Pino Robles

Managua, 28 mars (ANN). Certains le prévoyaient mais beaucoup refusaient de le croire. Cela s'est pourtant bel et bien produit. Les chefs d'entreprise nicaraguayens, qui s'étaient volontairement exilés à la chute de Somoza, sont revenus pour réclamer les entreprises abandonnées par eux en 1979.

Ces capitalistes nicaraguayens, qui sont actuellement à la tête de florissants négoce à Miami, au Honduras, au Guatemala, au Panama et en République Dominicaine, sont arrivés le 22 mars pour une "mission d'exploration", afin d'étudier les conditions d'éventuels investissements. Mais 24 heures après, les masques sont tombés et ils ont

commencé à exiger du nouveau gouvernement la restitution de leurs biens. Ceux-ci, terres ou entreprises, font maintenant partie du secteur appartenant à l'Etat, qui les a relevés de leurs ruines, et jouent un rôle important dans l'économie.

Les anciens exilés posent comme condition au rapatriement de leurs capitaux la restitution de leurs propriétés, la privatisation des banques et la liberté totale du commerce. Ces revendications ont créé un grand malaise chez la plupart des hommes politiques tout comme dans le secteur économique. La critique qui leur est faite, même par la droite, porte principalement sur l'attitude anti-patriotique adoptée par ceux qui sont partis en laissant le pays en ruines. Mais beaucoup soulignent aussi le terrible effet économique que provoquerait la satisfaction de leurs exigences.

Des conseillers de la future présidente, des membres du conseil supérieur de l'entreprise privée, des leaders politiques et syndicaux qui ont apporté leur soutien à la candidature de Violeta Chamorro ont exprimé leur gêne. En effet, même s'ils pensent également qu'il faut privatiser la banque, la terre, les entreprises, les services et libérer totalement le commerce, ils estiment cependant qu'il faut procéder avec prudence et non du jour au lendemain. Conscients de l'irritation provoquée dans les organisations, les secteurs qui ont des positions patriotiques et le FSLN lui-même, ont signalé le risque d'une explosion sociale ou d'une nouvelle insurrection populaire.

Pour l'instant, en marge de la décision de reprivatiser les entreprises ou les domaines agricoles considérés comme non stratégiques pour l'économie, il semblerait qu'il existe un consensus pour ne rien restituer à ceux qui ont pris le chemin d'un exil juteux en abandonnant leur patrie.

LES NICARAGUAYENS VONT SE RHABILLER

par Raquel Fernandez

Managua, 27 mars (ANN). Un mois après les élections, on ne sait toujours pas comment sera composé le nouveau gouvernement. Ce que l'on sait déjà par contre, c'est qu'à la cérémonie de passation des pouvoirs, la cravate et le costume sombre seront de mise pour les hommes. Certains autres aspects importants de l'investiture ont été rendus publics par le nouveau gouvernement, tels que son lieu et son protocole.

L'événement se déroulera à partir de dix heures du matin, le 25 avril, au stade national *Rigoberto Perez Lopez*, lieu traditionnel d'investiture des présidents successivement imposés par les Etats-Unis pendant les 40 ans de la dynastie Somoza. Le seul président qui ait choisi de célébrer son entrée en fonction dans un autre cadre a été

Daniel Ortega: Elu en 1984, il avait voulu que la cérémonie ait lieu en public et sur la place du mausolée de Carlos Fonseca.

Les médias qui, le 25 avril, deviendront officiels, oublient systématiquement de mentionner le nom du stade, celui d'un jeune poète qui mit fin au règne du premier Somoza en l'assassinant. Ces mêmes médias oublient également que c'est un autre Somoza, le dernier, qui fit de Violeta Chamorro une veuve en faisant assassiner son mari, Pedro Joaquín Chamorro.

Le protocole de déroulement de la journée prévoit que la présidente élue "parcourra la pelouse du stade à bord d'un véhicule décapotable et probablement accompagnée de ses petits-enfants, selon son vœu". L'investiture sera précédée d'une "louange à Dieu et de la bénédiction de son éminence le cardinal Obando y Bravo. La cérémonie commencera ensuite avec l'hymne national, chanté par Doña Violeta et le peuple, représenté en l'occurrence par les invités spéciaux. Les autres se contenteront de la retransmission télévisée.

La présidente, après avoir accueilli son équipe, prononcera un discours et présentera une brève manifestation culturelle, avant de faire "une offrande florale au martyr des libertés publiques, son époux Pedro Joaquín Chamorro". Ensuite viendra le déjeuner de travail avec les chefs d'Etat présents.

A cinq heures, la présidente appellera les membres de son équipe à prendre possession de leur charge puis viendra le moment de la "fête populaire, Place de la République", connue depuis dix ans comme *Place de la Révolution*. Le programme ne précise pas si le costume-cravate est obligatoire pour participer à cette "fête populaire. Enfin, re-culture et re-cravate pour un hommage à Rubén Darío au théâtre du même nom.

L'UNO, dont un des slogans de campagne était: "Le changement est en route", fait un premier pas en s'en prenant aux habitudes vestimentaires des Nicaraguayens, au mépris de la réalité: Un soleil qui écrase sans discernement révolutionnaires et réactionnaires, et une température qui n'est pas celle de Washington mais celle de Managua.

LA CONTRA VA-T-ELLE RENDRE LES ARMES?

Managua, 2 avril (ANN). Malgré les accords signés à Toncontín (Honduras) entre les envoyés de la future présidente Violeta Chamorro et la Contra, cette dernière continue ses agissements criminels dans le but de s'assurer davantage de poids dans le nouveau gouvernement.

Selon la logique des mercenaires, la victoire électorale de

l'UNO leur donne le droit de décider le désarmement des forces armées régulières: Ils espèrent que le gouvernement affaiblira l'armée populaire sandiniste, leur permettant ainsi de gagner une guerre perdue sur le terrain. Les infiltrations massives en territoire nicaraguayen, les attaques contre des unités de l'armée et des coopératives ne se sont pas fait attendre, même s'il est vrai que des désaccords se sont produits au sein de la Contra à propos de la fin de la guerre. Après l'embuscade tendue à un camion de l'armée qui a coûté la vie à 13 personnes la semaine dernière, on enregistre des enlèvements de civils dans la région de Jinotega, des attaques de véhicules et des vols de biens et de troupeaux dans la région de Matagalpa et dans la région de Juigalpa. Près de La Trinidad (département d'Estelí) ce sont 60 contras qui ont attaqué une coopérative, sans succès puisque les paysans ont vaillamment résisté.

Le gouvernement actuel et le FSLN ont affirmé qu'il sera difficile de songer à une réduction des forces armées tant que la Contra ne rend pas les armes.

La semaine dernière, Violeta Chamorro et la Contra ont nommé des commissions pour organiser la démobilisation. Les présidents centraméricains, réunis en ce moment à Managua, devraient également lancer un vigoureux appel aux forces irrégulières pour qu'elles rendent les armes avant le 25 avril et l'on attend du Honduras la manifestation d'un soutien plus ferme permettant d'accélérer la démobilisation.

QUELLE SOLIDARITE AUJOURD'HUI?

Une entrevue avec Patricia Elvir, secrétaire générale du CNASP

Managua, 21 mars (ANN). Un nouveau mouvement de solidarité pour une nouvelle étape politique de la révolution nicaraguayenne? La réflexion s'accélère depuis les résultats électoraux, au Nicaragua et partout dans le monde ou un vaste mouvement de solidarité s'est construit et transformé depuis l'époque de la lutte antisomoziste jusqu'à aujourd'hui.

"Nous devons rafraîchir la conception de la solidarité, en l'adaptant à la nouvelle étape", a déclaré Patricia Elvir en ouvrant le dialogue avec l'ANN. Secrétaire générale du Comité nicaraguayen d'amitié, de solidarité et pour la paix (CNASP), elle a assumé l'accueil et l'orientation du plus vaste mouvement de solidarité international qui ait été apporté à un pays depuis des décennies.

"Je ne peux pas encore vous faire part de conclusions officielles, car nos groupes de travail en sont à l'élaboration des propositions que nous adresserons à la solidarité", a-t-elle prévenu, avant d'exposer quelques lignes des réflexions en cours.

ANN: L'étape qui s'ouvre appelle-t-elle une nouvelle conception de la solidarité?

PE: Il faut la rafraîchir, la perfectionner, l'adapter à la conjoncture, mais dans ses aspects essentiels, elle ne doit pas changer. Avant le triomphe, la solidarité était à nos côtés dans notre lutte contre le somozisme et pour l'indépendance. Ensuite, il a fallu, avec elle, concrétiser notre programme de transformations révolutionnaires. Elle nous a aidé à réaliser le grand rêve de notre pays, qui est celui de toutes les nations du tiers-monde. Nous suivons cette même ligne et appelons la solidarité à rester aux côtés des Sandinistes.

ANN: A maintenir son appui au Nicaragua à travers le FSLN?

PE: Nous pensons que le FSLN doit être l'axe fondamental mais nous voulons que la solidarité arrive à ses propres conclusions en fonction de ses propres analyses de notre rôle. Nous avons toujours respecté ses options. Si elle estime que le FSLN est la voie la plus fiable et la plus représentative pour appuyer le peuple nicaraguayen, nous prendrons en charge les tâches qui en découlent et serons responsables de cette aide. Il me paraît contradictoire que la solidarité apportée au peuple nicaraguayen passe par ceux qui ont voulu la guerre, ceux qui ont provoqué la débâcle économique, ceux qui ont sur les mains le sang de 50 000 victimes.

ANN: Y a-t-il des tâches concrètes, spécifiques, que les divers groupes de solidarité peuvent mener dès maintenant?

PE: Il est fondamental d'impulser une campagne politique énergique en faveur de la démobilisation de la Contra (Voir note). Nous pensons que c'est un point central car le processus révolutionnaire, en plus de mettre en oeuvre un programme de transformations sociales, s'est donné comme but la paix définitive. Si nous avons fait tellement d'efforts, y compris en acceptant de remettre le pouvoir, c'est parce que nous voulons la paix et que nous respectons le vote populaire qui va dans ce sens. Dans cette optique, la démobilisation sera le résultat concret de ces dix ans d'efforts pour défendre notre souveraineté et une fois réalisée, nous travaillerons avec le mouvement de solidarité à renforcer tout ce qui a été construit par la révolution, ainsi que tout ce que pourra faire le nouveau gouvernement au bénéfice du peuple.

ANN: Pourriez-vous donner quelques indications sur les tâches futures de la solidarité?

PE: Tout d'abord, il est clair pour nous que la coopération internationale continue à être fondamentale. Nous sommes conscients de la valeur de ce que nous avons reçu en dix ans. Cette identification entre la solidarité et le Nicaragua a mis en évidence le rôle conducteur du FSLN, perçu comme la garantie de cette révolution.

Nous appelons donc à une solidarité directe afin que le FSLN puisse continuer à jouer ce rôle. Il est essentiel d'assurer un appui politique et matériel à l'organisation révolutionnaire qui, désormais dans l'opposition, va assumer de nouveaux défis: Elle devra en particulier continuer à diriger le mouvement populaire organisé afin que les transformations mises en oeuvre se poursuivent.

Nous pensons, mais c'est seulement une idée pour le moment, qu'il faut que la campagne "Le Nicaragua doit survivre" continue et se transforme en campagne de défense des acquis de la révolution, appuyant les organisations de masse et leurs projets. Il est important, par exemple, d'avoir les moyens de poursuivre le projet des jardins potagers collectifs. Malgré les catastrophes climatiques et les autres problèmes, le peuple nicaraguayen doit manger.

Enfin, il faut maintenir la venue des brigades, qui se sont faites témoins et secteurs d'information sur la révolution à l'étranger. Aujourd'hui, certains secteurs de la droite tentent de discréditer les brigades, identifiées à la révolution. Mais il faut rappeler qu'au moment où, avec la solidarité, nous étions en train de construire des coopératives à Rio Blanco, ceux qui maintenant critiquent les internationalistes demandaient des dollars au Congrès étatsunien pour la Contra qui assassinait les paysans et détruisait leurs maisons. C'est pour cela que nous nous opposerons à ce qu'on ferme la porte aux amis du peuple et de la paix.

Nous privilégierons les brigades de construction dans les municipalités acquises au Front sandiniste, ainsi que les brigades de récoltes ou de protection de l'environnement.

ANN: A partir de ces réflexions on pourrait penser que le propos sera de "gouverner d'en bas avec une solidarité à la hausse"...

PE: Surtout avec une solidarité qui continue à être une arrière-garde solide de la révolution.

NOTE: Cette entrevue a été donnée avant d'apprendre le résultat des accords de Toncontín par lesquels la Contra accepte de se démobiliser. Mais ces propos gardent toute leur valeur dans la mesure où de nombreux obstacles et problèmes subsistent.

TOMAS BORGE PAS MORT MAIS MALADE D'AMOUR

Managua, 30 mars (ANN). "Je suis vivant, plus vivant que jamais, en bonne santé et optimiste, plus optimiste que jamais", a déclaré Tomas Borge, profitant de la présentation au public de son recueil de poèmes, "La ceremonia esperada", ("La cérémonie espérée"), pour répon-

dre aux rumeurs que certains ont fait courir sur son état de santé au lendemain des élections.

Cet hommage littéraire "est une cérémonie inattendue", a poursuivi le commandant de la révolution, "elle déçoit ceux qui espéraient une cérémonie liturgique et mortuaire avec repos et neuvaines et, si possible, pour neuf hommes!" "Comme ils ont réalisé que je n'étais mort ni d'un infarctus ni d'une hémorragie cérébrale, ils espèrent que je mourrai de tristesse ou écrasé par une araignée monstrueuse ou encore par une de ces "mains noires" dont ils marquent certaines maisons."

"Les maladies dont nous sommes atteints sont d'une autre nature: Nous souffrons de la maladie de l'amour illimité pour l'homme, nous souffrons de la maladie de l'anti-imperialisme, de la fidélité aux principes révolutionnaires". Il a ajouté que ni Carlos Nuñez, autre victime de rumeurs, ni aucun membre de la direction nationale ne souffrait de cancer de la gorge ou de l'esprit. "Pour répondre à ceux qui spéculent sur notre silence au cours de cette période difficile, intense, complexe et glorieuse, nous continuerons à parler, à écrire et à défendre les intérêts du peuple".

EN BREF

LE SOMMET des cinq présidents centraméricains se tiendra les 2 et 3 avril à Montelimar, centre balnéaire de la côte pacifique nicaraguayenne. A l'ordre du jour: Le désarmement de la Contra

LES ETATS-UNIS ont donné officiellement leur appui au désarmement et à la démobilisation de la Contra. Dans un élan de mansuétude, l'ancien secrétaire d'Etat étatsunien Elliott Abrams a déclaré que si les Sandinistes

formaient une opposition démocratique, "Washington les respectera " et qu'ils "auront le droit de revenir au pouvoir par les urnes dans six ans". Merci pour eux.

CIA. Six millions de dollars: C'est la somme dont disposait la CIA pour intervenir dans le processus électoral nicaraguayen avec l'aval du président Bush qui, selon certaines révélations faites par la revue *Newsweek*, aurait donné son autorisation écrite en octobre dernier.

SEQUESTRES. "La Contra devra rendre des comptes à propos des séquestrés et les libérer si tant est qu'ils soient encore vivants", estime le père Bernard Boulang, président de la commission de paix de Muelle de los Bueyes (Région V). Les mercenaires prétendent qu'ils ne détiennent personne, "mais je suis sûr que ce n'est pas vrai", affirme-t-il dans le quotidien *Barricada* en citant des cas précis. Au cours de ses contacts avec les groupes contras, il a senti qu'ils "attendent des ordres".

LES COOPERATIVES AGRICOLES ont décidé de constituer une fédération nationale. Selon l'opinion de leur représentant, cette structure leur permettra de mener une politique commune en matière de production et commercialisation ainsi que de défendre ensemble leurs revendications face au nouveau gouvernement. Les différentes branches de l'Association des travailleurs agricoles (ATC) se sont également fédérées au niveau national.

"INGERENCE" CUBAINE. Au cours de sa rencontre avec des Nicaraguayens exilés, le futur vice-président Virgilio Godoy a exprimé la volonté du nouveau gouvernement de "repousser l'ingérence du gouvernement cubain". Les coopérants cubains étaient présents principalement dans le domaine de la santé (jusqu'à représenter la moitié du personnel qualifié de certains hôpitaux). Cuba assurait de plus une livraison annuelle de pétrole et d'aliments et des brigades cubaines se sont consacrées dès le lendemain de l'ouragan à la reconstruction de maisons sur la côte atlantique.

IMPRESSUM L'agence de presse du Nicaragua, *ANN Agencia Nueva Nicaragua*, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel: 00505-2-2'58'12 Télécopie 505-2-2'32'78. Télex: 375-1081, publie également des bulletins hebdomadaires en allemand et un service journalier en espagnol. Directeur: Roberto García Boza.

Rédactrice responsable à Zurich: Monika Slamanig. Editeur: ANN Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA, case postale 7671, CH-8023 Zurich. Directeur: Martin Muheim. Tel: 01/382'04'66. Telex: (45) 817'585'158 com ch. Mailbox: GeoMail NET2:ANN-EUROPA

